LA LETTRE du 18 JUIN
Académie du Gaullisme
Le combat de l'avenir
Vingt-septième année - n° 218 – Juin 2019 - Président-fondateur : Jacques DAUER - Président Jacques MYARD
Siège social : 11 bis, rue CHOMEL 75007 PARIS

75emeANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT,

UN DÉNI HISTORIQUE, UN DÉNI DIPLOMATIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE

Jacques MYARD

Nous avons tous vécu le 6 Juin les célébrations du 75ème anniversaire du débarquement en Normandie avec une très grande émotion.

La présence de nombreux vétérans, l'un des derniers du commando Kieffer, avec ceux des forces spéciales britanniques et américaines, salués et honorés par les Présidents français, américain, la première ministre britannique et le premier ministre canadien, en présence de la chancelière allemande a donné un relief particulier à la célébration du 75ème anniversaire du débarquement qui a permis de libérer la France et abattre le III ème Reich.

Toutefois il ne faut pas oublier que la victoire totale sur Hitler revient largement aussi aux armées russes - alors soviétiques - et aux sacrifices du peuple russe qui déplore 27 millions de morts.

Les Russes ont véritablement cassé la Wehrmacht dans des batailles de chars sur front de l'Est, lesquels détruits n'ont jamais rejoint le front de l'Ouest...

Dans ces conditions célébrer le débarquement en présence de la Chancelière d'Allemagne mais sans avoir invité le président russe Vladimir Poutine, ce n'est pas seulement nier la réalité historique et un déni des sacrifices du peuple russe, c'est bien davantage :

C'est tout simplement une faute diplomatique et géostratégique, il ne s'agit pas de minimiser les différents que certains pays européens peuvent avoir avec Moscou.

Mais au-delà de toutes les tensions actuelles, la Russie appartient à l'équilibre européen, elle est une puissance incontournable pour la France, n'en déplaise au président Trump et ses serviles vassaux européens.

Il est urgent que la France retrouve son indépendance et le sens de ses intérêts économiques, culturels, diplomatiques et géostratégiques.

Il n'y a de politique étrangère que dans une vision à long terme.

Dîner-débat du 28 mai 2019 présidé par Jacques MYARD

En présence de SEM l'Ambassadeur Bertrand BESANCENOT

Evolutions du monde à travers la situation au Moyen-Orient

Par Christine ALFARGE

« Dans l'Orient compliqué, aujourd'hui encore »

Le monde présente un nouveau visage, mais l'histoire de cette transformation a débuté en réalité à la fin de la Seconde guerre mondiale, celle du développement économique mondial. La conception du développement économique est d'abord de nature politique et géostratégique avec notamment la construction européenne, l'affrontement entre les deux blocs Etats-Unis/Russie. C'est l'époque où l'on croit à la croissance sans limite mais à partir de 1970, on assiste à l'échec des politiques de développement dans les pays du tiers-monde divisés entre d'un côté les pays émergents tels l'Inde ou le Brésil et de l'autre les pays les moins avancés.

Que dire de la Chine entrée de plain-pied dans le monde du 21ème siècle qui produit tout et en grosse quantité, se révélant un modèle de réussite capitaliste ? C'est ce que certains pays africains ont bien compris en signant de nombreux et importants accords de coopération avec cette Chine aux ambitions hégémoniques mondiales. La fin de l'histoire n'est pas pour demain, le monde change mais vers où ?

Aujourd'hui, le Moyen-Orient est devenu le centre de gravité.

La situation au Moyen-Orient est tendue et bloquée malgré la disparition de Daesh en tant que tel car la menace terroriste subsiste. Si la situation s'améliore en Irak, partout ailleurs, c'est plus sombre. Pour Bertrand Besancenot : *« La Syrie est une victoire à la Pyrrhus, un pays qui n'est que ruines, désolations et déplacement des populations en masse à cause du régime de Bachar Al Assad »*.

Les seuls présents sont les chinois à grand renfort de promesses dans cette région. Quant au sort du Yémen, il est dramatique sur le plan humanitaire, la situation est toujours difficile, la perspective d'une solution n'est pas évidente. Concernant la situation du Liban, Bertrand Besancenot nous dit : *« Le Liban connait un afflux de réfugiés record, à hauteur de quatre millions malgré sa capacité. Comme ambassadeur de l'Ordre Souverain de Malte, j'ai constaté sur place les difficultés des autorités, la corruption y règne »*. Il souligne aussi : *« la présentation par Jared Kushner, gendre et conseiller de Donald Trump, d'un nouveau plan de paix israélo-palestinien, annoncé dans la première semaine de juin. »*

Le rapport Etats-Unis/Iran.

Après ce premier bilan, l'événement dominant, c'est le rapport Etats-Unis/Iran. Selon Bertrand Besancenot : *« Si les Etats-Unis exercent une pression maximale sur les autorités iraniennes, le président Trump ne veut pas la guerre mais il ne croit pas aux accords, en revanche au deal, mettre une pression*

maximale, tordre le bras et après négocier. Aujourd'hui, l'Iran est dans une situation défensive qui fait le gros dos en espérant que le président Trump ne soit pas réélu. »

La situation est épouvantable en Iran, à son époque Ahmadinejad incarnait la légitimité du régime mais les aides ont disparu, l'iranien de base n'a plus d'argent. Selon Bertrand Besancenot : *« L'antiaméricanisme de l'Iran fait partie de son ADN, aujourd'hui l'Iran fait le pari de Trump, un pari risqué par le changement positif aux Etats-Unis car le président Trump sera probablement réélu. L'Iran va attendre le temps qu'il faudra avec une conviction très forte à la table des négociations, ses propres représentants pensant être les plus malins. Quoiqu'il en soit, la clé est à Washington. »*

Et l'Arabie saoudite, comment se situe-t-elle ?

L'Arabie saoudite a pour objectif premier de faire reculer l'influence iranienne, pour cela elle veut profiter du président Trump. La situation est telle qu'iraniens, vénézuéliens ont des problèmes. Selon Bertrand Besancenot : *« l'Arabie saoudite est la seule à reprendre du poil de la bête avec la volonté de redémarrer de grands projets économiques. »*

Le prince Mohammed ben Salmane a la confiance de son père et tant que le roi Salmane est en état de régner, Mohammed ben Salmane est intouchable jusqu'à la fin du règne de son père, le roi Salmane. « *Ce n'est pas une monarchie absolue mais une monarchie familiale. D'autres personnes aimeraient bien y participer mais Mohammed ben Salmane a fait emprisonner ses rivaux dans toutes les grandes familles du royaume. Face à un risque de déstabilisation, le prince Mohammed ben Salmane devra changer de méthode ou sinon… »* s'exprime Bertrand Besancenot.

La tension entre l'Arabie saoudite, son voisin, le Qatar, n'est pas née aujourd'hui, elle remonte à la période précédant l'indépendance de la principauté de Grande-Bretagne en 1971. Des tentatives constantes de l'émirat de sortir de la « tutelle » de l'Arabie saoudite constituent le principal point d'achoppement entre les deux pays. Le plus important conflit historique entre les deux pays reste la démarcation de la frontière en 1992, une crise qui a montré des différences entre eux et qui a abouti au boycott du Conseil de coopération du Golfe par le Qatar.

Depuis la prise du pouvoir par l'ancien émir Hamad bin Khalifa, à la suite de son coup d'état contre son père, la volonté du Qatar de faire son apparition sur la scène internationale s'est renforcée.

Sur fond de rivalité croissante entre les deux princes saoudien et qatari, les raisons énoncées par l'Arabie saoudite sur ce que le Qatar a commis sont : « de graves violations secrètement et publiquement, au cours des dernières années, dans le but de diviser les rangs internes saoudiens, à travers leurs médias sous une forme permanente se référant à Al-Jazeera, son soutien total à des activités de groupes terroristes soutenus par l'Iran dans la province de Qatif, au royaume de Bahreïn, ainsi qu'aux milices houthies au Yémen. »

Quel regard porter sur la Russie au Moyen-Orient ?

Les Russes sont réengagés au Moyen-Orient depuis que les Américains s'y sont désengagés. L'objectif prioritaire du président Vladimir Poutine est de garder la base de Tartous en Syrie, la Russie n'ayant pas les moyens de contribuer à la reconstruction de ce territoire. Selon Bertrand Besancenot : *« Face à l'hégémonie iranienne dans la région, la Russie n'a pas intérêt à ce que l'Iran soit là. Cependant, il faut convaincre Poutine qui ne donne rien sans rien. Il veut la levée des sanctions occidentales et que les Européens se montrent plus souples. »*

Du côté américain, le président Trump serait plus favorable à la Russie mais avec l'establishment américain, c'est très difficile car cela est devenu un problème de politique intérieure aux Etats-Unis, raison pour laquelle il n'y a pas de déblocage. De son côté la Turquie, contre tout soutien aux Kurdes, affiche un rapprochement avec la Russie, élément de chantage vis-vis des Etats-Unis. Le président Herdogan ne veut pas d'un territoire autonome kurde, résonnant seulement pour ses intérêts propres, il ne passe pas pour un partenaire fiable. La France n'est pas l'Allemagne, historiquement nous avons toujours trouvé la Turquie contre nous. Renforcer les liens économiques entre les capitales Paris et Ankara pourrait paraître comme une future adhésion à l'Europe, à contre-sens de la politique des Etats-Unis.

Pour le président Trump, la priorité est d'empêcher l'émergence d'un concurrent, la Chine. Si la stratégie chinoise de l'araignée marche avec la naïveté de certains pays européens et le mercantilisme allemand, les Etats-Unis ont les moyens de la contenir. Quant aux Européens, ils doivent dépenser plus en armement

pour leur propre protection. Si les Etats-Unis n'ont pas d'intérêt en Syrie et au Liban, leurs intérêts se portent pour les pays du Golfe et l'Irak. Le président Donald Trump veut à tout prix préserver le niveau de vie des américains.

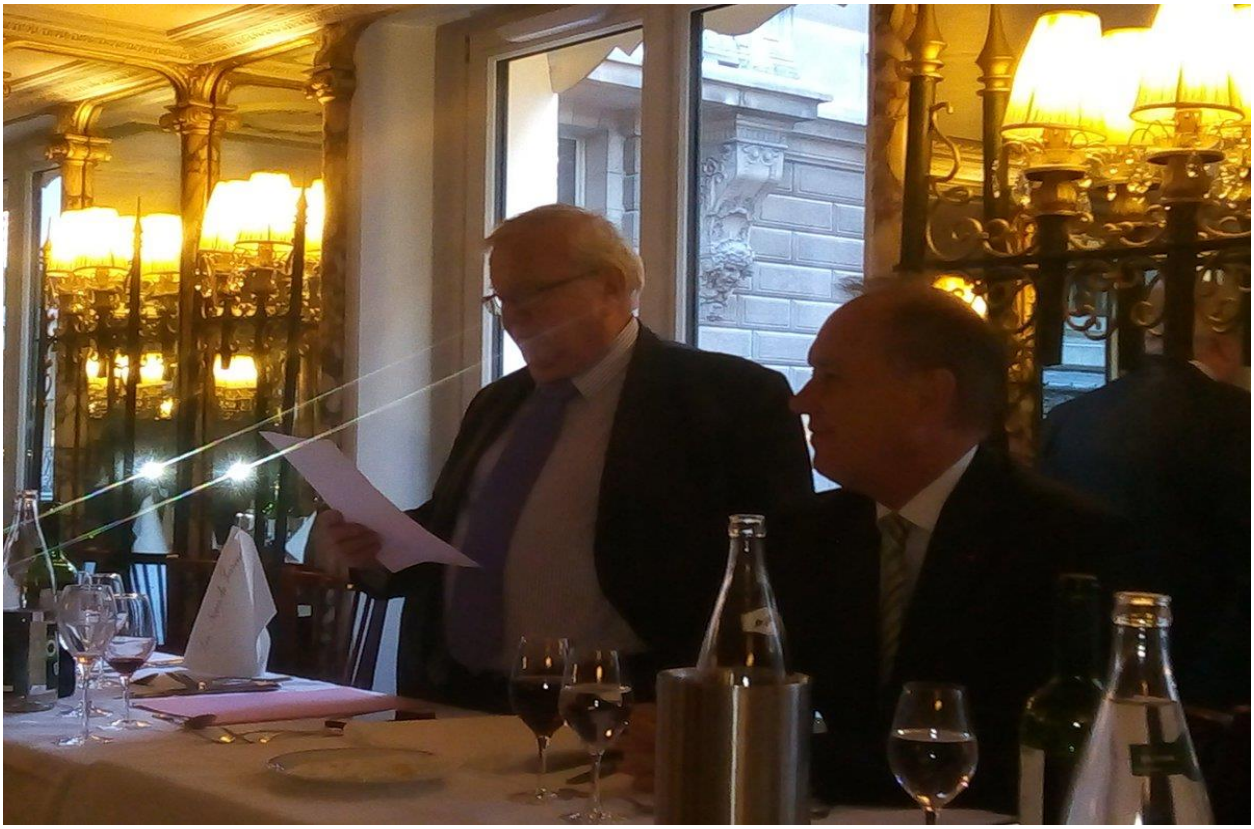
Quid de la France au Moyen-Orient ?

Selon Bertrand Besancenot : *« Eviter toute escalade, avoir une ambition modeste comme diraient certains et contribuer à la stabilité de la région. Cependant peut-on conduire une politique de puissance ? »* Il souligne notamment qu'un Moyen-Orient sans chrétien n'est pas un facteur de stabilisation.

Sur la politique étrangère, la France est-elle restée gaulliste ? Bertrand Besancenot pense : *« ce qui fait la valeur universelle : c'est qu'il ne faut pas renoncer, la fierté nationale, le pragmatisme et la défense des intérêts nationaux. Les temps sont différents mais le gaullisme n'est pas mort, il inspire toujours. Nous sommes un des rares pays qui garde le contact avec tout le monde et comme le Général de Gaulle à son époque, sait saisir les opportunités. »*

On ne respecte plus les normes mais les puissances, les crises régionales qui affectent le Moyen-Orient ont atteint un niveau si préoccupant pour les pays occidentaux et les pays d'Europe en particulier, qu'ils doivent faire face à de grands risques telle la sécurité avec tous les aspects que cela comporte.

A son époque, le Général de Gaulle pratiquait une politique étrangère sur la seule perception des intérêts de la France et du monde. On voit combien le dialogue est important et que la tradition diplomatique française a aussi un rôle déterminant dans les relations internationales



Européennes 2019 en France : lecture entre les lignes

Par Paul KLOBOUKOFF,

Quelques points importants à souligner, d'abord

Le rebond de la participation est une surprise et un évènement majeur des élections européennes de mai 2019. En France, son taux est remonté du niveau très bas de 42,43% en 2014 à 50,12%. La hausse est assez générale dans l'UE, où le taux a atteint 50,95%. Comme aux élections précédentes, il varie beaucoup d'un pays à l'autre, et reste nettement plus faible dans 9 pays de l'Est, inférieur à 30% dans 4 d'entre eux. Ce sont des signes de désintérêt et/ou de non adhésion à l'UE qui ne trompent pas et que l'on ne regarde pas assez. Parmi les explications du rebond de l'intérêt des Européens pour ces élections, après des années de recul, figure en bonne place, à mon avis, le sentiment assez largement partagé que des changements assez profonds s'imposent et que, maintenant, il n'est pas illusoire de vouloir faire bouger les lignes. L'espoir aurait repris le pas sur la résignation. Pour combien de temps et pour quels changements ?

En France, la liste du Rassemblement national (RN) est arrivée en tête, avec 23,31% des suffrages exprimés, devant la liste macroniste, à 22,41%. A peu de choses près, ces résultats étaient inscrits dans les sondages. Derrière, les scores sont inattendus : - divine surprise pour Europe Ecologie conduite par Yannick Jadot, à 13,47% ; - immenses déconvenues pour l'Union Droite-Centre, à 8,48%, La France Insoumise, à 6,31%, Envie d'Europe (Socialistes), à 6,19%, ainsi que pour celles qui n'ont pu atteindre le seuil fatidique de 5%, à commencer par Debout la France, à 3,51%, la Liste Citoyenne de Benoit Hamon et Les Centristes (UDI) de Jean-Christophe Lagarde.

Mais, dans le nouveau monde au moins autant que dans l'ancien, l'essentiel n'est pas les résultats. Ce sont leur interprétation et leur « présentation » au public qui priment et doivent s'imprimer dans les esprits. A en croire les médias et les « communicants » de LREM, Emmanuel Macron sortirait presque grandi de ces élections en ne les perdant que d'un poil. Il aurait même fait reculer son adversaire désignée, Marine Le Pen, dont le score est inférieur aux 24,86% des européennes de 2014 [mais dont le nombre de voix est monté de 4,71 millions (Mi) à 5,28 Mi]. De plus, en siphonnant un grand nombre des électeurs des Républicains, il aurait anéanti ce parti, désormais condamné à la disparition. Pendant ce temps, les grands perdants vont à Canossa et s'humilient de leurs défaites. Ils s'épanchent sur leurs erreurs et leurs « carences ». Ils recherchent sur les plateaux de télé les ressorts de possibles rebonds dans d'hypothétiques changements de lignes, pour plus d'ouverture, de rassemblement. Ils mettent en cause leurs organisations et/ou leurs états-majors, avec des

relents de rivalités internes et de querelles d'egos. C'est consternant, et ce défaitisme fait le lit des « extrêmes », le RN et le camp macroniste. Ces « perdants » ne semblent pas entièrement conscients que leur principal et premier obstacle devant la recomposition du paysage politique et la reconstruction de leurs partis est le chef du parti au pouvoir.

Pour se remonter le moral et les bretelles, ils pourraient constater, et ne pas taire aux citoyens, que cet adversaire commun a aussi subi une cuisante défaite. Son électorat s'est notablement rétréci. Il apparait comme un tigre en papier ou un colosse aux pieds d'argile plus que comme le grand parti « solidement et durablement implanté » en France « après seulement deux ans de gouvernance ».
Des 24,01% de suffrages recueillis au 1er tour des présidentielles de 2017, Macron et ses partisans sont descendus à 22,41% le 26 mai 2019. Au 1er tour des législatives de juin 2017, les partis LREM et Modem avaient obtenu 32,33% des voix. Le 26 mai 2019, le score de l'association LREM + Modem + Agir est de 22,41%. Soit une baisse de **– 10%**.

L'implication de Macron et du gouvernement dans la campagne, que la majorité des Français réprouvent, n'a pas suffi. La liste Loiseau a été « sauvée » de la débâcle principalement parce qu'une forte proportion de personnes âgées ont voté pour elle. D'après les sondages, l'électorat de Macron compterait maintenant **47%** d'électeurs de 65 ans et plus, contre 24% seulement au 1er tour de la présidentielle. Le mouvement attire peu les travailleurs et les électeurs plus jeunes. Pourtant, il se prétend « progressiste » et critique les conservateurs.

Des transfuges de droite l'ont rejoint. Des déperditions l'ont diminué au bénéfice des Verts de Yannick Jadot, d'un côté, et de la liste socialiste, de l'autre. L'électorat macroniste a beaucoup changé. Il n'est plus « de gauche et de droite », mais surtout de droite. Il se révèle très instable, voire volatile. Cela se comprend. Macron était un ministre socialiste de François Hollande. Au début, LREM était considéré comme de centre-gauche. Elle ne l'est plus. Elle est carrément de droite et rêve de phagocyter Les Républicains. Comme son patron, c'est un mutant, un caméléon.

Au plan des idées, en deux ans, LREM n'a pas vraiment montré d'identité propre et de « ligne politique » claire et affirmée. C'est le parti d'un homme, qui le dirige d'une main de fer et est le seul à l'incarner. C'est un avantage en termes de communication, de partage des mêmes « éléments de langage ». Mais, la dépendance d'un seul homme est aussi une fragilité… que ses partisans ont failli éprouver le 26 mai.

Le retour des retraités vers Macron le 26 mai n'est pas une condamnation des nationalistes ou une réponse à ses appels à plus de multilatéralisme et de souveraineté de l'UE. Plus prosaïquement, c'est un résultat payant des concessions (aux gilets jaunes) sur l'indexation des pensions et le remboursement de la hausse de la CSG à une partie des retraités, ainsi que des promesses d'extension à tous de la réduction puis de la suppression de la taxe d'habitation (reportée à 2022). Peut-être que des seniors ont également eu du mal à se reconnaître dans la jeunesse des têtes de listes de certains partis et ont trouvé plus « rassurante » une tête de liste de 55 ans. Les menaces du « chaos » si Macron était défait ont sans doute aussi fait partie des « arguments » décisifs… le temps d'une élection. Qu'en sera-t-il de la réforme des retraites, et qui défendra avec conviction et succès les retraités actuels et futurs ?

Les votes des retraités et des autres personnes d'au moins 65 ans ont été déterminants et le seront plus encore dans l'avenir. D'après les données de l'INSEE, sur les 67 millions (Mi) d'habitants de la France, les 65 ans et plus sont 13,4 Mi, soit **20%** de la population. En avril 2017, 12,8 Mi étaient inscrits sur les listes électorales, représentant **25,2%** de la totalité des 47,1 Mi d'inscrits. Les sondages indiquent que les deux tiers d'entre eux ont voté le 26 mai et, finalement, ont constitué **33,2%** du nombre total des votants.
Ce pourcentage va continuer à augmenter rapidement. D'après les projections de population de l'INSEE, dès 2040, pour une population totale de 72,5 Mi, la France comptera 18,9 Mi de personnes de 65 ans et plus, soit **+ 41%** de plus qu'aujourd'hui. D'ici 4

quinquennats, si les comportements en matière de participation ne changent pas, les votes des retraités et des autres électeurs de 65 ans et plus risquent fort d'être majoritaires. On se préoccupe beaucoup de la parité femmes – hommes. Mais combien de seniors siègent à l'Assemblée nationale ?

Ces points étant soulignés, le présent article est centré sur les deux premiers partis de France, leurs résultats, au niveau des territoires, en particulier, et leurs électorats, c'est-à-dire sur des caractéristiques qui les différencient et les opposent… qui peuvent aussi conduire à s'interroger sur ce qui définit un parti présumé « progressiste » et un autre qualifié « d'extrême droite ».

Des précisions et des éclaircissements complémentaires

Une défaite indiscutable et une politique désavouée par les Français

Dans le « duel » qui a opposé Marine Le Pen et son parti, le RN, à Emmanuel Macron et son parti LREM + Modem + Agir, la liste RN a obtenu 0,9 % de plus de voix que sa concurrente. « Une victoire sans KO » a-t-on pu lire, et des scores proches, conformes aux prévisions. Le RN aura 22 des 79 sièges français au Parlement européen (PE) alors que la liste macroniste en aura 21. Au niveau du PE, qui compte 751 sièges avant Brexit et en comptera 705 après Brexit, l'impact « numérique » des scores des deux adversaires est marginal. Nous le savions depuis plusieurs mois.

Pour les deux camps, l'enjeu des européennes était franco-français au premier chef (pour les autres partis également) et européen essentiellement par ricochet. « Vainqueur », Macron, isolé, pouvait espérer retrouver un peu de considération de la part de ses pairs de l'UE. « Vaincu », il perdrait d'autant plus de crédibilité auprès d'eux qu'il a fait de cette élection une affaire personnelle et gouvernementale. Une erreur de taille, qui a « aggravé son cas ». Et la montée de la participation à 50,1%, un peu au-dessus des petits 48,5% du 1er tour des législatives de 2017, rend sa défaite encore plus indiscutable et sa « légitimité » plus vacillante.

C'est, d'ailleurs, l'opinion de la majorité des Français, selon une étude d'Odoxa-Dentsu Consulting (1). 63% des Français considèrent que c'est un échec personnel pour Macron. Pour 71%, « *il a eu tort, car il n'est pas censé prendre parti* ». « Le chef de l'Etat a eu tort de s'investir lors de la fin de la campagne pour « *critiquer le Rassemblement national* » et inciter les électeurs à voter » afin de faire barrage « *aux populistes* ».
La grande majorité des sondés considèrent que Macron sort affaibli de cette élection. C'est même l'avis des deux tiers des partisans de La République en marche (LREM).
Selon 58% des sondés, le chef de l'Etat doit procéder à un remaniement ministériel. 49% souhaitent le départ d'Edouard Philippe de Matignon. Pour 72%, le président doit surtout changer de politique. Comme il n'en a pas du tout l'intention, « l'Acte II » de son mandat risque de ne pas être paisible.

Un électorat macroniste rétréci

Concernant le duel Macron / Le Pen, on peut observer qu'au 1er tour des présidentielles de 2017, Macron avait recueilli 24,01% des suffrages exprimés et Le Pen 21,30%. Par rapport à ces scores, le 26 mai 2019, **Macron** a perdu **- 1,60%** et **Le Pen** a gagné **+ 1,61%**.

Au 1er tour des législatives de juin 2017, les partis macronistes LREM et Modem avaient obtenu 32,33% des suffrages exprimés (28,21% + 4,12%). Le 26 mai 2019, le score de l'association **LREM + Modem + Agir** est de 22,41% des suffrages. Le noyau des partisans de Macron s'est donc contracté de **– 10%**. De son côté, par rapport aux 13,20% des suffrages exprimés obtenus au 1er tour des législatives en juin 2017, **le RN** a amélioré son score de **+ 10%**.

Nos médias grand public omettent d'attirer l'attention sur cet **affaiblissement substantiel de la Macronie**... qui permet au Rassemblement National de se présenter comme le premier parti de France, sans conteste.
Pour masquer la défaite de l'exécutif et de ses alliés, macronistes et médias mettent en exergue l'effondrement des autres partis, Les Républicains, La

France insoumise, les autres partis de gauche, Debout la France… et montent en épingle la victoire de Yannik Jadot. Comme si ces résultats étaient des succès attribuables à leur mouvement.

Un électorat macroniste instable, typiquement de droite

Ils se flattent d'avoir copieusement siphonné l'électorat des Républicains. Cela ne semble pas faux d'après les sondages effectués pendant le scrutin. Celui d'Ifop-Fiducial (2) a estimé que 27% des électeurs de François Fillon en 2017 ont (auraient) voté pour Macron ce 26 mai. Ils ne se vantent pas de ce que 27% des électeurs de Macron en 2017 ont (auraient) voté pour Les Verts (20%) et les Socialistes (7%) le 26 mai. Se jugeant trahis, des électeurs de gauche et des écologistes sont revenus à des listes de leurs « familles » d'origine. Toujours d'après ce sondage, parmi les électeurs de Macron en avril 2017, seulement **60%** ont voté pour sa liste le 26 mai. Les déperditions ont été importantes et le mouvement macronien n'est pas stabilisé. Volatile, son électorat n'est pas « de gauche et de droite », ni même « centriste », il s'est déporté à droite de notre échiquier politique.

Instabilité gouvernementale et monopole du pouvoir au sommet

L'instabilité règne aussi au niveau de l'exécutif. 12 ministres ont quitté le gouvernement au cours des 22 premiers mois d'exercice du nouveau pouvoir. C'est un record ! Parmi elles figurent les « prestigieuses prises de guerre » qui ont apporté de la crédibilité à LREM et ont aidé Macron à se faire élire : les 3 ministres d'Etat, Nicolas Hulot (transition écologique), Gérard Collomb (Intérieur) et François Bayrou (Justice), ainsi que Sylvie Goulard (ministre des Armées), Françoise Nyssen (ministre de la Culture) et Marielle de Sarnez (Affaires européennes). Des turbulences ont aussi secoué et vidé de puissants membres du cabinet de l'Elysée et de « conseillers » au service du chef de l'Etat. Les « affaires » (Benalla, notamment), toujours en instance, ont semé le trouble et la discorde dans sa garde rapprochée, ainsi que le doute dans l'esprit de nombreux Français.

Après deux ans de gouvernance et, après avoir observé l'implication de son chef dans la campagne des européennes, notamment, les citoyens prennent conscience de ce que La République en Marche n'a pas vraiment d'identité, de personnalité. LREM est avant tout et presque seulement Emmanuel Macron, avec le culte de la personnalité qui l'entoure et s'emploie à magnifier sa personne. Le vide s'est fait autour (en dessous) de lui au gouvernement. Sans ténors qui pourraient lui « résister » ou lui faire de l'ombre. Son exercice volontairement solitaire du pouvoir est évidemment contraire à l'idée qu'on peut avoir de la démocratie. Ce sont des faiblesses qui brident et qui fragilisent un mouvement dont le destin, la réussite ou la survie, ne tient qu'à un homme.

Les séniors ont sauvé la Macronie de la débâcle électorale

Au 1er tour des présidentielles de 2017, 24% des électeurs de Macron avaient 65 ans et plus (3). Le 26 mai, les électeurs macronistes sont en grande partie âgés et inactifs. **47% ont 65 ans ou plus** en France métropolitaine, d'après une étude de l'Ifop Fiducial du 26 mai comportant une enquête auprès de 3 018 personnes inscrites sur une liste électorale (2). Avec les autres inactifs, ils représentent 54% de son électorat. Des proportions aussi élevées sont des spécificités des partis « conservateurs » UDI et LR. Aussi, parmi les « fillonistes » que les macronistes ont siphonnés se trouvent de nombreux retraités. De son côté, la « dédiabolisation » aidant, l'électorat de la liste RN compte davantage de séniors qu'auparavant, mais il n'y en a que 27% de 65 ans ou plus.

L'électorat de Macron ne comprend que **10,9%** de jeunes de moins de 35 ans. Celui du RN en comprend 12,8%. Dans celui d'Europe Ecologie, il y en a 21,1%.

La Macronie a perdu des électrices. Malgré l'activisme effervescent de la ministre Marlène Schiappa. En mai 2019, son électorat est masculin à 55% et féminin à 45%, contre 52% et 48% au 1er tour des présidentielles. L'électorat du RN est encore plus masculin avec 62% contre 38%. Au contraire, celui des Verts comprend 60% de femmes.

Une opposition droite - gauche ou riches et aisés contre modestes et pauvres

L'électorat macronien n'est pas, non plus, celui des « travailleurs », qu'il a essayé de séduire, apparemment en vain. Confirmations de son orientation droitière et bourgeoise, les 46% d'actifs de son électorat sont pour 8% des dirigeants d'entreprises et pour 38% seulement des salariés ; 56% de ses électeurs ont un niveau d'éducation d'au moins bac + 2 ans. A contrario, l'électorat du RN comprend 52% de salariés et 8% de chômeurs, ainsi que 46% de personnes dont le niveau d'instruction est inférieur au bac. Il comprend aussi 25% d'électeurs de classe moyenne inférieure, 21% de catégorie modeste et 18% de pauvres. La confrontation entre la Macronie et le RN ressemble donc à une opposition droite contre gauche et/ou riches et aisés contre plus modestes et pauvres.

Des confirmations de ces spécificités

En d'autres termes, le sondage d'Harris interactive du 26 mai corrobore les observations précédentes (4).
32,3% de l'ensemble des votants de 65 ans et plus ont choisi la liste de Macron. Cela a été aussi le cas de 24,1% des votants, contre 20,4% des votantes, ainsi que de 25,2% des votants de catégories aisées, pour seulement 13,1% de ceux des catégories populaires.
20,6% des votants de 65 ans et plus ont opté pour la liste RN. Cela a été aussi le cas de 25,9% des votants et de 22% des votantes, ainsi que de 32,1% des votants des catégories populaires, contre 18,4% de ceux des catégories aisées.
22,1% des votants de moins de 18 à 24 ans et 16,4% de ceux de 25 à34 ans ont choisi la liste Europe Ecologie.

Des électorats ruraux et urbains différenciés

La moitié de l'électorat macroniste réside dans de grandes agglomérations, 19% dans celle de Paris, et plus de 31% dans d'autres unités urbaines de plus de 100 000 habitants. 29% sont des citadins d'unités plus petites, et près de 21% vivent dans des communes rurales. 46% habitent des villes-centres ou des banlieues au niveau de vie supérieur. Aussi, des « mauvaises langues » ont pu réduire l'électorat de Macron à « *des élites urbaines et des bobos des grandes villes* ».
Presque le tiers de l'électorat du RN vit dans des communes rurales, et seulement 12% environ dans l'agglomération parisienne. Ce sont des différences substantielles avec l'électorat macroniste. 57% habitent dans des unités urbaines plus ou moins peuplées. Moins de 40% résident dans des villes-centres ou des banlieues au niveau de vie supérieur.

Un territoire national coupé en deux, partagé entre LREM et le RN

Les cartes et les statistiques établies montrent que sur tout le territoire national la liste arrivée en tête est la plupart du temps celle du mouvement macroniste ou celle du RN. C'est le cas au niveau des départements, qu'ils se partagent à eux seuls, et à ceux des communes et des villes, où ils laissent peu de 1ères places aux autres listes.

La liste macroniste de Nathalie Loiseau a pris la première place dans 30 des 96 départements de la France métropolitaine. Outremer, elle n'a été première que dans 1 département sur les 5, la Martinique, et dans 2 des 6 autres territoires ou collectivités, Wallis et Futuna et la Polynésie française. Dans l'hexagone, ses principaux pôles d'attraction sont le Grand ouest, l'Ile-de-France et la région lyonnaise. Son électorat, en grande partie de « catégorie aisée » abonde dans les grandes villes. La liste est arrivée en tête dans 15 des 20 villes les plus peuplées du pays. Par contre, elle n'est première que dans le quart de la totalité des 970 villes (et arrondissements de Paris, Lyon et Marseille) de plus de 10 000 habitants que Fig Data (5) a examinés. Ses scores sont plus faibles dans les villes de moindre importance, surtout lorsque les niveaux de vie y sont peu élevés, ainsi que dans les zones rurales.

L'emprise territoriale du RN s'est étendue. La liste du RN est arrivée en tête dans 66 des 96 départements de la métropole (Corse incluse) et, Outremer, dans 4 des 5 départements ainsi que dans 4 des 6 autres territoires ou collectivités. Le RN domine dans le quart nord-est de la France (son score y a été

supérieur ou égal à 35% dans 4 départements), dans le sud-est, ainsi que dans de nombreux départements du centre, ruraux et/ou relativement peu peuplés. Il a pris la tête dans 73% des communes de moins de 3 500 habitants. Il a aussi été premier dans presque la moitié (44,5%) des villes et arrondissements de plus de 10 000 habitants, que Fig Data (5) a passés au crible. De son étude, ressort aussi une forte corrélation entre le niveau de vie des populations et leur vote. « Plus la commune est riche, plus le vote RN est faible ». Souvent, quand la commune est pauvre, « populaire », le score du RN est fort. Sur les 100 villes les moins riches, 85 ont placé en tête la liste de Jordan Bardella. Dans la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, véritable « bastion » du RN, sa liste est même arrivée en tête dans des villes aux niveaux de vie aisés et dans les deux métropoles Nice et Toulon. Parmi les 20 plus grandes villes de France, c'est aussi le cas à Reims, au Havre (fief d'Edouard Philippe) et à Nîmes. Dans l'ensemble, les votes recueillis par le RN sont en grande partie ceux d'un électorat « populaire ». Le RN est bien le premier parti populaire de France.

Rattrapages aux municipales 2020 ?

Ces derniers résultats ont été scrutés avec attention par les partis politiques car les municipales de mars 2020 sont déjà dans leurs collimateurs. Il ne s'agira pas d'une seule élection à un tour avec une liste unique pour chaque parti. Macron cherchera sans doute encore à jouer un rôle d'animateur en vue, de figure de proue de son mouvement. Mais, les problématiques, les enjeux et les adversaires ne seront pas les mêmes partout. Contrairement aux européennes, les personnalités des candidats, les « performances » des sortants, ainsi que les implantations des partis et les alliances locales compteront beaucoup. Les perdants d'aujourd'hui ont une bonne occasion de se « reconstruire » et de montrer un autre visage politique de la France. Encore faut-il qu'ils ne tardent pas à retrouver des convictions et de la détermination, à rassembler et à retourner au combat. Les résultats seront déterminants aussi pour la composition du prochain Sénat. Et, représentant indispensable des territoires, il est actuellement le dernier rempart protecteur de la pluralité politique et de la démocratie. Les municipales seront donc vitales

Sources et références

(1) Européennes : un échec personnel pour Macron pour près de deux Français sur trois actu.orange.fr/europeennes-2019/ europeennes-un… le 27 mai 2019
(2) Européennes 2019 : profil des électeurs et clés du scrutin Ifop-Fiducial pour Paris-Match et Sud Radio 27 mai 2019
(3) Le 1er tour de l'élection présidentielle 2017 Harris interactive le 27 avril 2017
(4) Vote aux élections européennes du 26/05/2019 Harris Interactive le 27 mai 2019
(5) Population et richesse de la commune, deux facteurs explicatifs du vote RN lefigaro.fr/fig-data/elections-européennes-villes… Le 29 mai 2019

EXTRA TERRITORIALITE « Américaine »

Par Henri Fouquereau,

Lors d'une émission de radio, nous avons reçu Frédéric Pierucci , ancien n°2 de Alstom, interné dans les geôles sordides de prisons privées américaines, qui nous a détaillés par le menu, les effets négatifs de la voracité des américains lorsqu'il s'agissait d'une entreprise française. Moment d'émotion et nous remercions tous les auditeurs qui sont intervenus et celui qui nous a envoyés le document sonore.

Quelques jours plus tard, jacques Myard recevait au CNR, dans une salle de l'Assemblée nationale le député Olivier Marleix, Président d'une commission d'enquête sur la vente d'Alstom. Nous avions aussi reçu, il y a quelques mois, dans nos studios, Monsieur Eric Denecé qui nous avait parlé de l'affaire Alstom, puis : Madame Leslie Varrenne fondatrice de l'IVERIS, le Colonel Corvez, claude Rocher, bref le monde qui ose dire et dénoncer les abus, mais non seulement. Nous avons aussi reçu Loïc le Floch Prigent, LE CHEF D'ENTREPRISE.

Lorsque la France est en danger, lorsque ses intérêts sont menacés, heureusement des Français se lèvent toujours pour dire NON.
Fermement décidés à participer au combat perpétuel que doit mener la France pour assurer sa place, et aujourd'hui sa survie dans le groupe des nations qui composent le monde, nous mettons, sans cesse, notre micro du libre journal de la France Libre, nos sites et nos associations, à la disposition de ces Français qui osent.

Contre le parti de la démolition, il y a Philippe de Villiers. Même si nous ne sommes pas d'accord sur tout, il traite dans son dernier livre '**j'ai tiré sur le fil rouge du mensonge »** paru chez Fayard, de la volonté des américains de mettre d'abord la France au pas, et de ranger le Général de Gaulle dans les oubliettes de l'histoire.

Je ne pouvais pas ne pas relever la partie qui concerne le nucléaire D'abord parce qu'elle résume parfaitement ce que les Etats-Unis voulaient faire des Etats de l'Europe Occidentale en général et de la France en particulier avec surtout, la volonté peu dissimulée de démolir le Général de Gaulle parce qu'il présentait un danger pour le programme des Etats-Unis. N'oublions jamais le plan AMGOT qui a voulu coloniser notre pays – monnaie, préfets, lois déjà décidées, tout y était.

Ensuite parce Philippe de Villiers cite le Général Gallois qui a été : mon Président au Forum Pour la France, mon Président lors des réunions de son cercle de recherche, réunions qui se déroulaient chez lui dans le VIIIè arrondissement de Paris et qui a été mon invité lors de toutes mes émissions, tant qu'il a pu défendre la France en se servant sur la fin de sa vie d'un micro.

Rappelons la partie nucléaire de l'affaire : le Général Gallois ayant toujours été considéré comme le Père de la dissuasion nucléaire française, chaque responsable doit lui accorder toute sa confiance :

Jean Monnet reçoit de la part des Américains la mission d'entraver l'indépendance nucléaire de la France, il fallait garantir au contraire, la dépendance de la France vis à vis des Etats-Unis avec le choix de la filière américaine de l'uranium

enrichi contre celle française d'uranium naturel. Heureusement l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle va entraver, le mécanisme de la servitude – Citons à nouveau le Général Gallois : « La politique de frappe nucléaire indépendante française s'opposait au premier principe de l'euratom. Mais c'est Monnet qui menait la danse IL NOMMAIT SES HOMMES ACCREDITES PAR DULLES secrétaire d'Etat américain. Philippe de Villiers cite un télégramme secret envoyé par Monnet à Dulles, ce qui confirme les dires du Général Gallois et le fait que les Américains s'en prennent depuis longtemps à nos intérêts nationaux lorsque ces derniers font de l'ombre aux leurs.

Autre de nos Maitres Jean Foyer : Madame Marie France Garaud, Philippe de Villiers et votre serviteur, étions à la cérémonie de son grand départ : Un grand serviteur de la France qui portait le Latin en Bandoulière. Cité par Philippe de Villiers dans son livre, Monsieur Jean Foyer méritait une place dans ce document qui veut défendre la France.

Après la volonté américaine de coloniser la France, son autre volonté a toujours été d'imposer sa monnaie au monde. Pourtant une monnaie nationale gérée à des fins nationales, par des autorités nationales, ne peut ni ne doit servir d'étalon monétaire international. C'est pourtant ce qui se passe avec le dollar qui, même s'il n'est pas officiellement cet étalon monétaire, en a pris la forme en prenant les commandes du non SMI.

Même chose pour les institutions internationales, elles sont totalement américaines. Créées à Bretton-Woods en 1944, elles ont été faites pour l'Amérique. Désignons aussi l'ONU ; son machin, que seul le droit de véto accordé à 5 Etats membres du Conseil de sécurité de cette ONU, pourra contrarier.

Le règne des Etats-Unis, malgré la chute du mur de Berlin, tend à s'amenuiser. Des vices rois apparaissent, dans d''autres parties du monde. Une nouvelle forme de pensée apparaît, elle prône le mondialisme, un monde sans frontières dans lequel des banques, marchés et entreprises devenues multinationales s'emparent des commandes.

Le monde a changé, l'époque de la guerre froide a disparu, l'économie et la finance dominent l'ancien monde des armées et de la politique étrangère.

Le financier devient le maître, l'ennemi d'aujourd'hui est le concurrent, l'entreprise étrangère. Désormais et énorme bouleversement, l'ennemi se trouve le plus souvent dans le camp des alliés plutôt que dans celui des adversaires d'hier.

Ce qui ne nous empêche pas de nous rappeler que les Etats Unis sont venus pour sauver la France lors de la grande guerre et lors de la dernière.

Mais ne soyons pas dupes n'oublions pas non plus que la grande crise de 1929, celle que les américains ont globalisée, comme souvent, n'était toujours pas circonscrite en 1944 et que c'est grâce la production d'armement à livrer, puis à faire payer à leurs alliés que les Etats-Unis sont devenus durablement la première puissance économique et financière mondiale.

Ce n'est pas moi qui le dis ; mais Franklin Delanoe Roosevelt dans une de ses causeries autour du feu en 1938 – « *depuis sept mois nous reculons visiblement.* » Le New-Deal n'a donc jamais été ce qui a été raconté, l'Amérique s'en est sortie en faisant payer ses amis. Politique qui sera menée à chaque fois que l'Amérique sera confrontée à un problème – Plan Marshall en premier lieu.

Indochine, d'après les USA, la France ne savait pas, ils nous ont remplacé et perdus tout crédit en prenant la plus belle fessée de leur histoire. Nous avons trop souvent fait la guerre des Etats Unis, je ne lance pas de pierre contre l'Amérique, mais lorsque trop c'est trop, il faut savoir dire à ses amis, NE FRANCHISSEZ PAS LA LIGNE ROUGE – busons ensemble, mais chacun dans notre verre, même si celui que vous nous tendez est plus grand que le nôtre et trinquons aux alentours, en toute amitié.

Seulement, les Etats Unis ne jouent pas le jeu de l'amitié. Ils ont d'abord, développé une stratégie globale d'hyperpuissance, en s'appuyant sur un arsenal juridique qu'ils ont fabriqué de toutes pièces pour imposer leurs lois, normes et directives au reste du monde.

L'amitié américaine s'est transformée en guerre économique contre nous. Cela nous devons le dénoncer et renverser cette tendance.

Bien sûr que nous comprenons que les multinationales américaines veuillent s'approprier tous les marchés et là, notre perte de parts de marché provient essentiellement de notre naïveté et de la frousse de nos dirigeants.

Il y a eu les TRADE ACTS, (embargos) les Etats-Unis se sont accordés le pouvoir de désigner dans le monde, les gentils et les méchants.
Seulement les méchants, sont souvent des concurrents des Etats-Unis.

Le texte premier : le FCPA, 1977, était sensé ne punir que les stés américaines qui versaient des pots de vin aux décideurs pour obtenir des contrats. L'enquète sur le watergate avait fait découvrir des fraudes et système de corruption d'agents publics étrangers, l'Amérique décide de mettre un terme à ces pratiques. Jimmy Carter fait voter une loi et désigne deux agences chargées de la faire respecter : le DOJ pour le pénal, la SEC au civil (qui ne devrait pouvoir intervenir que contre les cies cotées sur un marché américain).

Bien évidemment, les sociétés américaines crient au scandale, elles sont pénalisées par rapport à la concurrence étrangère – Mais qu'à cela tienne mon cher ami et en 1998 la loi américaine devient suite à une décision américaine loi extraterritoriale, un droit international public a été dicté par une autorité nationale et par elle seule.

Il suffit que l'entreprise ait conclu un marché en dollar, échangé des courriels qui auront transité via des serveurs basés aux USA. Les Etats Unis lancés dans une guerre économique à outrance contre le reste du monde se sont dotés d'un outil d'ingérence redoutable et désormais tellement redouté qu'ils freinent la volonté de conclure des contrats avec l'étranger.

Mais ce ne sera pas suffisant ; en 2003, suite aux attentats sur les Twin towers de 2001, le Patriot act a été promulgué, Il donne aux agences spécialisées américaines FBI et les autres le droit d'espionner les entreprises étrangères et leurs employés. Le stade de l'espionnage est même dépassé, c'est de la dictature Mr le Français voici ma carte d'espion américain je viens vous contrôler.

Les américains ont alors demandé aux autres nations de faire de même et de signer la loi américaine. La FCPA sera transposée par les Etats – Unis en Convention de l'OCDE en 1997, la France signera se document tel quel, en 1999 et le ratifiera en 2000 : Loi 2000-59.

Mais c'est là que le bât blesse. Les Etats signataires qui ne sont jamais intervenus dans la rédaction du document, ne possédaient même pas les moyens de mettre ces obligations en pratique. La vérité nous oblige à dire qu'ils ne s'en sont pas donnés les moyens.

Autre anomalie, on se distribue entre nous des mesures contraignantes alors que la Chine, l'Inde, la Russie et d'autres encore ne font pas partie de l'OCDE.

Contre nos manques de volonté de nous défendre, les Etats-Unis font de cette lutte anticorruption leur seconde priorité nationale : 600 agents fédéraux consacrent temps et énergie à ce travail. Vous ne faites pas, nous faisons à votre place, cela revient à dire : Nous nous enivrons parce que vous ne buvez pas assez.

En France, un petit essai bien timide, la Loi Sapin II du 9 12 2016 n° 2016-1691 pour ceux qui voudraient faire des recherches 2018-1690 pour la loi organique – Difficile à lire, défend d'abord les lanceurs d'alerte et signale que tout chef d'entreprise peut être tenu pour responsable à titre personnel du défaut de conformité de son entreprise.

Sonnez trompettes, résonnez musettes, le droit américain est devenu droit divin, nous l'acceptons, nous le chérissons. Voilà comment on devient l'esclave de l'autre.

Bien évidemment : un chapitre de la loi américaine est consacré aux Etats mis sous embargo par l'Amérique. RAPPELONS, qu'il y a 70 embargos américains, vous travaillez avec l'un des punis par embargo et vous payez une amende.

Pouvons-nous nous arrêter là ? Bien sûr que non, 2010 loi Dodd-Frank donne à la SEC, le gendarme de la bourse américaine le pouvoir de réprimer toute conduite qui, aux Etats Unis concourt de manière significative à la commission de l'infraction, MEME SI LA TRANSACTION A ET CONCLUE HORS DES ETATS-UNIS et n'implique

que des acteurs étrangers. Mais est-ce que l'on se rend compte, de l'énormité de la chose ?

Poursuivons, car la fête n'est pas terminée : en 2014, le FATCA donne au fisc américain, des pouvoirs extraterritoriaux QUI CONTRAIGNENT les banques étrangères à devenir AGENTS DU FISC AMERICAIN en lui livrant des informations sur les avoirs et comptes des américains qui possèdent des comptes à l'étranger. Si les banques n'obéissent pas : elles peuvent perdre 30% de leurs avoirs aux USA et perdre leur licence.

Nous pouvons : grogner, hurler, rouspéter, une banque qui ne peut plus compenser en dollars ne peut que disparaître. Tappelons que les transactions en dollars représentent 78% des transactions mondiales et que ces 78% sont compensés aux seuls Etats-Unis.

Un Franco-américain, vivant 100% en France, gagnant sa vie en France, déclarant ses impôts en France, doit : faire une déclaration d'impôts aux Etats-Unis et dans le cas où, il paierait plus aux USA qu'en France, le fisc américain peut lui demander la différence. Malheur à ceux qui sont nés par hasard aux Etats-Unis, ils sont rackettés du jour de leur naissance à celui de leur disparition.

Les Américains se prennent pour le nouveau peuple élu. Leur globalisation implique pour eux l'uniformisation : nous sommes donc condamnés à vivre sous domination américaine sauf à dire : un exemple : les américains qui ne jouent que très peu et très mal à la balle aux pieds s'en sont même pris à la FIFA et donc au Français Platini.

La fédération française des joueurs de belote organise désormais ses rencontres dans le plus grand secret de plus d'être punie pour annonces des atouts mensongères. Nous devons dire aux américains : Les amis ça suffit.

Les américains décident, les américains tuent la concurrence qui n'est plus libre mais qui est faussée. Comment voulez-vous jouer aux billes avec de tels mauvais joueurs avec une chance de revenir avec quelques billes à la maison ?

Ils nous écoutent aussi, écoutent les Chefs d'Etat et personne ne dit rien. Il n'est bien sûr pas certain que leur Président comprenne tout, mais quand même ; il y a la manière qu'ils n'ont pas comme dirait la chanson.

Mais le plus grave : les accords que les entreprises punies par l'Amérique ou même pouvant l'être sont obligées de passer avec la justice américaine Une mise sous tutelle avec installation dans l'entreprise d'un MONITEUR américain chargé de contrôler si l'entreprise agit désormais dans le bon sens. **C'est à dire ne porte pas atteinte aux intérêts américains.**

La France prépare un projet pour éviter tout espionnage de nos entreprises, je suis donc intervenu, lors d'une réunion présidée par Jacques Myard et ou l'invité était Olivier Marleix, député de l'Eure et Président d'une commission d'enquête sur la vente d'Alstom, en lui disant attention : les entreprises punies sont automatiquement pillées par l'Amérique, il faut prévoir un chapitre pour empêcher ce viol.

Rappelons que la BNP a désormais son moniteur (une monitrice) qui recrute 6 personnes qui seront payées par la BNP. Cette « espionne « *a accès à toutes les informations même aux délibérations du comité de direction* ».

Même chose, chez Total : le moniteur est chargé de piller les secrets technologiques, commerciaux et tout le reste. Les honoraires des cabinets américains qui ont défendus le fisc sont à payer par l'entreprise punie Un ex ; une entreprise punie par une amende de 1 milliards de dollars à débourser en plus 3 autres milliards pour financer les frais.

Ces cabinets américains, dépassés par l'énormité de la tâche ont ouvert des filières en France. Il n'est pas question d'espionnite, mais bien d'un constat -Je rappelle aux politiques, qu'en 2016, la Fondation Respublica, présidée par Jean-Pierre Chevènement avait organisé un colloque sur le sujet – Le ministre m'avait remis le compte rendu de ce colloque lors d'une rencontre dans ses bureaux. DONC LE MONDE POLITIQUE SAVAIT et aurait dû prendre non seulement conscience de la gravité du problème, mais en tirer les consèquences.

Les américains ont décapité certains de nos réseaux commerciaux, c'est vrai que la France ne tient pas assez compte de ses vendeurs, alors personne n'a rien dit : Je ne cesse de le dire : sans vendeurs et bons vendeurs, une entreprise ne

peut vivre. Constatons la disparition de nos entreprises et cherchons en les causes et nous verrons que la partie commerciale, qui ne doit pas être une partie subalterne, est la clé de voute qui manquait. Et lorsqu'elle était présente, la justice américaine l'a simplement décapitée (voir affaire Airbus)

S'en suit le problème de la peur et des banques françaises qui ne veulent plus financer certaines opérations avec l'étranger. Même avec des pays qui ne sont pas sous embargo.

S'en suit aussi le problème des dirigeants d'entreprise, qui ont peur de prendre l'avion, pour ne pas se trouver dans la situation de Monsieur Perucci ou de Mr Gosnes – **Les USA développent un terrorisme de droit**

Quelle parade ?

Je n'en vois qu'une seule, les Etats-Unis attaquent, nous devons répondre.

Quel est dans cette affaire l'atout principal exploité par les USA ?

La réponse est claire : La monnaie qui a remplacé la puissance militaire.

C'est donc le Dollar, devenu la base d'un système monétaire international qui n'existe pas, mais qui accorde aux USA un privilège impérial qu'ils n'ont même pas besoin de mériter et d'en priver les autres.

Il suffit de demander la création d'un vrai système monétaire international qui interdirait qu'une monnaie, ou même un panier de monnaies servent d'étalon monétaire, pour que les Etats Unis calment leurs ardeurs. De toute façon la création d'un SMI qui réponde aux besoins et aux désirs des peuples, des Etats est une nécessité absolue.

Nous devons déjà limiter autant que faire se peut la spéculation. La nécessité, dans ce monde devenu trop économique est de fixer la valeur des monnaies par rapport à celle des biens et des services qu'elles doivent acheter. Ce qui fera un jour l'occasion d'une émission complète sur le sujet

Ces lois dictées par les USA sont logiques, mais elles créent un déséquilibre. Car l'auteur de la loi, lorsqu'on le laisse seul a tendance à défendre ses intérêts et au bout d'un moment, une mauvaise habitude est si vite prise, que ses intérêts aux détriments de l'intérêt des autres.

Il ne faut jamais qu'un Etat puisse imposer sa LOI aux autres nations. Alors peut-être que l'ONU pourrait être chargée de ce domaine aussi. Pas l'OMC trop souvent au service du maître, à l'ONU certains détiennent un droit de veto▪

Henri Fouquereau
Secrétaire général du Forum Pour la France et du CNR présidé par Jacques Myard

Les détenteurs de la violence légale

par Marc DUGOIS

La définition d'un État est la détention de la violence légale sur une population dans un espace donné. Cette violence peut être physique (armée, police) ou cérébrale (justice, impôts). C'est cette violence qui donne apparemment raison à celui qui a le pouvoir de l'actionner et tout naturellement le fossé se creuse entre le philosophe qui cherche la vérité en doutant par définition, et le politique qui se contente de chercher à détenir la violence légale pour avoir raison en se dispensant de douter.

Ceux qui détiennent actuellement le pouvoir d'actionner cette violence sont de plus en plus régulièrement remplacés vu leur inefficacité sans que l'on s'oriente pour autant vers une réflexion philosophique calme sur les raisons de cette inefficacité. Il est plus reposant de les dénigrer et de tout attendre de ceux qui les remplaceront et qui sont auréolés de toutes les vertus avant d'être affligés de tous les vices.

Ne faut-il pas revenir au vieux principe de juger un arbre à ses fruits et regarder les fruits du siècle que l'on affirme être celui des Lumières ? Il a rompu un équilibre multi-millénaire entre le spirituel et le temporel en généralisant ce que le roi d'Angleterre Henri VIII avait initié et qui est la base de l'organisation mentale actuelle anglo-saxonne, la soumission du spirituel au temporel.

Les Lumières nous ont apporté le fascisme pour ceux qui voulaient être reconnus comme les plus beaux, les plus forts et les plus intelligents; le fascisme est mort du mépris des autres. Elles nous ont apporté le communisme pour ceux qui rêvaient par la violence à une absence de violence légale; le communisme est mort par effondrement d'une construction incohérente. Les Lumières nous ont apporté le capitalisme pour ceux qui confondaient le contentement et la richesse et qui pensaient s'enrichir sans appauvrir quiconque en étant contents d'un échange ; le capitalisme n'est pas encore mort et c 'est son agonie et les soins palliatifs mis en place par ses défenseurs qui heurtent tant le bon sens populaire.

La violence légale s'est aujourd'hui mise exclusivement au service du capitalisme. Côté violence physique, les armées veillent à ce qu'aucune autre forme d'organisation sociale ne naisse nulle part sur la Terre pendant que la police contient les interrogations populaires. Mais c'est du côté de la violence cérébrale que le capitalisme désormais sans concurrence fait très fort.

Par un principe de précaution généralisé, fait d'interdictions et d'obligations, et verrouillé par les lois mémorielles, il instaure une violence légale officiellement protectrice et réellement infantilisante qui permet, dans une fausse démocratie, d'acheter moins cher l'affect d'une population à qui l'on affirme donner tout le pouvoir tout en veillant à ce qu'elle ne puisse être informée totalement.

Toujours par l'argent, l'information, de plus en plus sous-traitée à la finance, se réduit à un éclairage ostensible, non pas de l'ensemble de la

scène mais exclusivement de ce qui doit marquer les esprits, le tri étant fait en amont par l'Agence

France Presse. Cela fabrique tout naturellement une représentation populaire détentrice de la violence légale mais qui ne ressemble en rien au peuple qu'elle est supposée représenter.

Le muselage de l'internet par la violence légale est en cours puisque la dissolution de la goutte d'eau dans l'océan ne semble même plus suffire.

Mais le capitalisme fait encore plus fort pour durer par une prise en ciseau des esprits. D'un côté on formate à grand frais les êtres et de l'autre on crée une division totalement artificielle entre ceux qui résisteraient encore au formatage.

Le formatage se fait pendant de très longues années dans une éducation dite nationale où l'on diffuse que la nation n'existe plus et que la Terre rebaptisée LA planète est le seul espace cohérent d'un capitalisme universel. On fait croire que la dépense, baptisée produit par le PIB, est une création de richesse à se partager et on fabrique de la monnaie pour pouvoir dépenser sans jamais expliquer que la monnaie n'est plus le constat d'une richesse déjà existante mais celui d'un espoir que l'on sait irréalisable mais qu'on implante dans les esprits.

On détourne d'ailleurs l'attention de ce seul problème fondamental en faisant vivre artificiellement les contradictions secondaires. La démocratie dit que la majorité a raison donc on va valoriser toutes les minorités quelles qu'elles soient en les portant toutes au pinacle avec l'aide de la violence légale. On constate une fonte bien réelle des glaciers et on va totalement artificiellement dire que l'homme en est responsable par le CO2.

Là, la contradiction est plus subtile car elle est induite sans jamais être formulée. On ne dit jamais que le principal gaz à effet de serre est la vapeur d'eau sous forme de nuages qui garde la nuit la chaleur solaire comme chacun le constate.

On ne dit jamais que la Terre a été glaciale et torride bien avant que l'homme n'apparaisse et qu'il est essentiel de comprendre pourquoi avant de chercher ce que l'homme a pu réellement modifier.

Il est ridicule de se prendre pour Dieu et vouloir changer le climat quand on n'a encore absolument rien compris au déplacement des anticyclones et que l'on surexploite l'animal, le végétal et le minéral, voire même l'humain que l'on réduit à un consommateur-électeur-spectateur.

Mais pour tous ceux qui résisteraient au formatage et dont on martèle le mépris en les appelants extrêmes ou populistes, le capitalisme et sa violence légale ont réussi le tour de force de les diviser en deux pour qu'ils dépensent l'essentiel de leur énergie à se haïr. On a oublié que les trois moteurs de l'homme sont son cerveau avec sa raison, son cœur avec ses sentiments et son ventre avec ses besoins.

La seule différence entre la droite et la gauche est que la droite privilégie la raison et donc l'harmonie alors que la gauche privilégie les sentiments et donc le mouvement. Les deux sont pourtant essentiels et la droite comme la gauche ne sont que deux parties de nous-mêmes qui se dissocient en deux simplismes quand nous sommes fatigués. La force du capitalisme et de sa violence légale est de flatter les besoins pour ne pas laisser se marier la raison et les sentiments. Se crée un fossé totalement artificiel entre Michel Onfray et Eric Zemmour qui disent pourtant grosso modo la même chose avec des mots différents.

L'avenir est entre les mains de la jeunesse dont la fragilité est peu respectée. Pour qui voudrait constater une facette de cette fragilité je propose de lire l'article de Contrepoints Éloge de la mondialisation signé par un jeune étudiant très bien formaté.

Les Républicains sont devenus un "parti gorafi"

par Ferréol Delmas

Notre mouvement politique offre continuellement son plus mauvais visage : Valérie Pécresse huée, polémiques internes, guerres de clans, nous sommes devenus un syndicat d'intérêts. 8,2 pourcents : voilà le résultat des Républicains aux élections européennes ! Ce score, le pire dans l'histoire de la droite française est la concrétisation d'une succession de faits qui ne sont pas imputables au philosophe François-Xavier Bellamy. Mieux, sa candidature sauve les meubles: Laurent Wauquiez aurait été notre représentant, les Républicains passaient sous les 5 pourcents.

Déjà, en 2017, selon une estimation IPSOS, seulement sept pourcents des jeunes Français ont glissé un bulletin Fillon dans l'urne, au 1er tour de l'élection présidentielle. Au-delà des "affaires", ces résultats décevants doivent nous interroger sur la capacité de la droite à se réinventer, mais également à revenir au pouvoir en appliquant réellement le programme pour lequel elle a été élue.

Nous sommes devenus "un parti gorafi". A l'image du site satirique, notre mouvement politique offre continuellement son plus mauvais visage : Valérie Pécresse huée au Conseil national, polémiques internes, guerres de clans, nous sommes devenus un syndicat d'intérêts… La vie d'un parti politique est intrinsèquement liée à ces désagréments, mais une formation politique est censée également nourrir le débat d'idées. François-Xavier Bellamy, lui, loin de nos vicissitudes internes avait une vision, un projet, des idées… mais il était trop tard!

Sortons de la politique du marketing qui pousse à ne plus réfléchir.

La défaite est donc structurelle. Notre parti est devenu un repoussoir pour nos propres électeurs, nous sommes taxés d'insincérité, de manque de clarté. Mettre François-Xavier Bellamy en tête de liste était effectivement une bonne idée, à condition d'avoir une véritable ligne politique, d'avoir des idées précises. Sortons de la politique du marketing qui pousse à ne plus réfléchir : mettre un philosophe brillant qui a des idées n'empêche pas de réfléchir collectivement.

Quel doit être l'objectif de notre mouvement si ce n'est reconquérir le pouvoir pour faire triompher nos idées ? Aujourd'hui, il faut être lucide. Face au pouvoir macronien, non exempt de qualités, la droite traditionnelle doit faire son*aggiornamento.* La droite doit aller plus loin. Réfléchir, sortir de l'affairisme, des facilités ! Bref rompre avec trente ans de pratiques politiciennes, trente ans d'habitudes, trente ans de petits compromis !

"Il faut avoir une parfaite conscience de ses propres limites, surtout si on veut les élargir" disait le penseur communiste Antonio Gramsci. Les défaites successives doivent permettre à la droite d'ouvrir les yeux sur ses limites, de les corriger et de préparer l'avenir dans des conditions optimales, si nous ne voulons pas disparaître▪

En mémoire de nos très chers amis Bernard de Gaulle et Michel Anfrol, qui viennent de nous quitter à un mois d'intervalle. Deux personnalités hors du commun qui resteront toujours dans nos coeurs

LA LETTRE du 18 JUIN
Académie du Gaullisme
Le combat de l'avenir

Vingt-septième année - n°218 – juin 2019 - Président-fondateur : Jacques DAUER - Président Jacques MYARD
Siège social : 11 bis, rue CHOMEL 75007 PARIS

BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN

Pour l'année 2019

BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN

Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à :

Académie du Gaullisme

11, bis rue CHOMEL 75007 PARIS

Nom et prénom..... Adresse .....

Code postal..... Ville.....

Téléphone fix..... Téléphone portable.....

Courriel.....

Courriel.....

Cotisations : -------- x 35 € (plus de 25 ans) / -------- x 16 € (moins de 25 ans) / -------- x 39 € (couple) /

À partir de -------- x 75 € (membre bienfaiteur)